

TAÂWOUN *

La Lettre des Coopérations au Maroc

* *Coopération*

Réalisée par **Maroccoop**, agence de Conseil en coopérations décentralisée et internationale avec le Maroc, avec le soutien de la Commission Nationale de la Coopération Décentralisée (France)



N°77 – décembre 2015

SOMMAIRE

- **Coopérations franco-marocaines**
- **Autres coopérations nationales**
- **Les nouvelles du Maroc**
- **L'interview du mois : Abdelmounaïm MADANI, Directeur de l'Entraide Nationale**
- **Nouvelles coopérations avec des collectivités marocaines**
- **Mouvements/Nominations/Distinctions**
- **Rendez-vous**
- **Appels à projets / Annonces**
- **Abréviations/Indications**
- **Le Mot de la Rédaction**

COOPERATIONS FRANCO-MAROCAINES

COOPERATION BILATERALE

Aérien

Signature d'un protocole d'accord entre l'Office national des aéroports du Maroc et le groupe Aéroports de Paris destiné à renforcer leur partenariat et développer leurs activités respectives en matière de trafic aérien, d'exploitation commerciale et de la qualité de service.

Habitat social

Signature d'une convention pour une 5ème ligne de crédit, d'un montant de 50 M€, entre le groupe Al Omrane et l'AFD, visant à accompagner le groupe dans la mise en œuvre des différents programmes nationaux en matière d'habitat social et d'aménagement urbain.

Distinctions

Remise par l'Ambassadeur de France au Maroc, Jean-François GIRAULT, des insignes de Chevalier de l'Ordre national de la Légion d'Honneur à Nadia BEZAD, médecin, à Mme Soumaya GUESSOUS, sociologue, ainsi que les insignes d'Officier de l'Ordre national de la Légion d'Honneur à Mme Faouzia ZAÂBOUL, Directrice du Trésor au ministère de l'Économie et des Finances.

DISPOSITIF CONJOINT FRANCO-MAROCAIN D'APPUI A LA COOPERATION DECENTRALISEE

➤ **Bourse à projets** du Dispositif conjoint franco-marocain d'appui à la coopération décentralisée.

De nombreuses demandes d'expertise de la part de collectivités territoriales marocaines à destination de collectivités territoriales françaises :

THEMATIQUE PLANIFICATION, DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE

1. Commune rurale d'Assrir

Titre : Renforcement des capacités de la Commune dans le domaine de la valorisation et de la commercialisation des produits locaux (figues de Barbarie notamment)

4. Commune rurale de Taghijte (11 200 hbts)

Titre : Renforcement des capacités de la Commune pour la mise en œuvre le suivi, et évaluation du PCD

5. Commune rurale de Rasamli (3540 hbts)

Titre : Renforcement des capacités de planification et de développement local

9 autres projets déposés par 5 collectivités territoriales marocaines :

Région du Souss Massa Drâa :

Commune urbaine de Tiznit (4 projets) :

- Préparation d'une carte des sites archéologiques ;
- Création d'un service de communication interne ;
- Elaboration d'un plan de déplacement urbain ;
- Etablissement d'une carte de précarité urbaine et périurbaine.

Commune de Tafraout El Mouloud : Encouragement à la création de coopératives de l'économie solidaire.

Commune d'Arbaa Ait Ahmed : Actualisation et activation du plan communal de développement.

Groupement de collectivités Al Warda : Valorisation du patrimoine culturel et développement des produits de terroirs autour de la fête des roses.

Région Tanger-Tétouan :

Commune urbaine de Tétouan :

- Accompagnement pour la création d'un centre d'hébergement et de réinsertion des femmes victimes de violence
- Création de circuits d'accès pour les personnes à mobilité réduite dans différents axes de la ville de Tétouan.

COOPERATION DECENTRALISEE

Régions françaises

Les élections régionales de décembre 2015 ont vu la victoire des listes conduites par les personnalités politiques suivantes :

- Alsace-Champagne-Ardenne-Lorraine : Philippe Richert (Les Républicains/LR) *
- Aquitaine-Limousin-Poitou-Charentes : Alain Rousset (Parti Socialiste/PS) *
- Auvergne-Rhône-Alpes : Laurent Wauquiez (LR) *
- Bourgogne-Franche-Comté : Marie-Guite Dufay (PS) *
- Bretagne : Jean-Yves Le Drian (PS)
- Corse : Gilles Siméoni (Nationalistes)
- Centre-Val-de-Loire: François Bonneau (PS) *
- Guadeloupe : Ary Chalus (Divers gauche/DVG)
- Guyane : Rodolphe Alexandre (DVG)
- Ile-de-France : Valérie Pécresse (LR)
- Languedoc-Roussillon-Midi-Pyrénées : Carole Delga (PS) *
- Martinique : Alfred Marie-Jeanne (Reg)
- Nord-Pas-de-Calais-Picardie : Xavier Bertrand (LR) *
- Normandie: Hervé Morin (UDI)
- Pays-de-la-Loire: Bruno Retailleau (LR)
- Paca: Christian Estrosi (LR)
- La Réunion: Didier Robert (LR)

(*) : Dans ces 7 grandes régions fusionnées, le vote pour la Présidence de Région aura lieu le 4 janvier prochain.

COOPERATION ECONOMIQUE

Informations

Publication du dernier numéro de « L'actualité vue par le Service économique de l'Ambassade de France au Maroc » : http://www.tresor.economie.gouv.fr/12804_actualite-vue-par-le-service-economique-de-rabat-decembre-2015-janvier-2016

AUTRES COOPERATIONS

Handicap

En marge de la Journée internationale des personnes handicapées, organisation par l'association Espoir Maroc, en partenariat avec l'association pour l'insertion sociale et professionnelle des personnes handicapées (L'ADAPT France), du 1er concours de projets innovants pour l'intégration et l'insertion des personnes en situation de handicap dans le milieu professionnel au Maroc.

Alumni

Organisation à **Casablanca**, par l'association Dauphine Alumni Maroc, d'une conférence sur les « Enjeux et défis de la coopération méditerranéenne : Quel rôle pour le Maroc entre l'Europe et l'Afrique ? ».

Eau

Diffusion du compte-rendu du Séminaire Risque climatique et accès à l'eau en Méditerranée, organisé en septembre dernier par le Réseau Euromed France, en partenariat avec le Programme Solidarité Eau (pS-Eau) et la Plateforme des ONG françaises pour la Palestine, avec le soutien de l'AFD : http://www.pseau.org/outils/ouvrages/ref_risque_climatique_et_acces_a_l_eau_en_mediterranee_rec_ommandations_2015.pdf

AUTRES COOPERATIONS NATIONALES

COOPERATION CANADO-MAROCAINE

Développement

Publication par Guy NOEL, d'un ouvrage intitulé : « Accompagner le développement international. Démarche, instruments et outils » (Éditions L'Harmattan). Guy NOEL a été Directeur du projet Gouvernance locale au Maroc, en 2007-2008, puis conseiller technique de ce programme mis en œuvre par la Coopération canadienne et la DGCL. + info : noelg@crsogema.com

COOPERATION GERMANO-MAROCAINE

Gouvernance

Dans le cadre du programme CoMun mené en partenariat par la DGCL et la GIZ, organisation à **Chefchaouen** de la 3^{ème} rencontre du Réseau thématique Marocain des Anciennes Médinas. L'accompagnement de ce Réseau consiste à renforcer les compétences des communes en matière de réhabilitation des anciennes médinas, à échanger, capitaliser et transférer les bonnes pratiques. Lors de cette rencontre, des ateliers ont eu lieu, portant sur le montage de projets culturels tels que "la première rencontre du théâtre de l'enfant", "la journée ouvertes d'arts plastiques" et "la semaine du livre", ainsi qu'une session de formation sur les outils d'organisation et de gestion d'une manifestation culturelle.

Genre

Dans le cadre du projet « Amélioration de l'éducation civique et de la formation professionnelle des femmes artisanes dans la région de **Casablanca** au Maroc », soutenu par la GIZ, organisation par l'ESpace POint de Départ et l'association allemande Globe - Gesellschaft für internationale Kooperation e.V, d'un atelier sur le renforcement de la coopération entre les acteurs qui œuvrent pour la promotion du rôle civique et socio-économique des femmes au Maroc. ESPOD est une association au service de la promotion économique et sociale des femmes ainsi que des jeunes ; Elle informe, forme, encourage et aide à la création des coopératives et des TPE sociales et solidaires.

Fondation Hanns Seidel

Soutien de la Fondation Hanns Seidel à diverses manifestations :

- A **Kenitra** : 1^{ère} Université des Eco-Villes, organisée par l'Association Marocaine pour des Eco-Villes sur le thème « Réussir son mandat », visant à informer les nouveaux élu-es de leurs droits et de leurs obligations, à leur expliquer les règles de fonctionnement du conseil communal, leur faire comprendre les règles d'élaboration du budget municipal, leur faire découvrir les principales politiques municipales inspirées du développement durable, ainsi que les bonnes pratiques dans la conception et la réalisation des politiques publiques locales.

- A **Mohammedia** : organisation par l'association marocaine pour le Droit constitutionnel d'une conférence nationale sur l'évaluation de la Constitution de 2011, intitulée, "la Constitution de 2011 : quatre ans après".
- A **Safi** : organisation par la Faculté de Safi d'une conférence internationale sur "Migration et droit d'asile en Méditerranée".

Citoyenneté

Dans le cadre du projet « Li Tgal Yaddar », mené par la Fondation Heinrich Böll en partenariat avec l'Association Racines, et soutenu par le Gouvernement allemand, visant à accompagner les élections marocaines, ainsi qu'à sensibiliser les citoyen(ne)s à leurs droits et obligations, en vue de promouvoir une culture politique démocratique, participative et responsable, organisation d'ateliers à **Chefchaouen** et à **Marrakech**.

Migration

Avec le soutien de la GIZ, organisation par le ministère chargé des Marocains résidant à l'étranger et des Affaires de la migration, d'une conférence internationale sur le thème « La migration et les dynamiques urbaines ».

COOPERATION HISPANO-MAROCAINE

Développement

Organisation par la Fondation CIDEAL de coopération et de recherche (Espagne), avec le soutien de la Coopération espagnole, d'un séminaire de clôture du programme mené durant 5 ans dans différentes régions du Maroc dans le but de « fournir aux groupes particulièrement défavorisés des ressources, des connaissances et des compétences nécessaires pour construire leur propre avenir dans des conditions dignes. »

Evaluation

Avec l'appui de l'Unicef-Maroc, de l'AECID et de l'Agence catalane de coopération pour le développement, organisation à **Marrakech**, par l'association Marocaine de l'Evaluation, de la 3ème édition de la Semaine marocaine de l'évaluation, sous le signe « Professionnaliser l'évaluation : expériences-défis-réponses ».

COOPERATION SINO-MAROCAINE

Linguistique

Signature d'un accord de partenariat entre l'Ambassade de Chine au Maroc, l'Institut Confucius de formation et d'enseignement de la langue chinoise de l'Université Hassan II de **Casablanca** et la Fondation BMCE Bank pour l'éducation et l'environnement ont signé, pour l'extension de l'enseignement de la langue chinoise, le mandarin, dans le réseau des écoles de la Fondation BMCE Bank.

COOPERATION AU SEIN DE LA REGION MENA

Agriculture

Signature entre le Maroc et les Emirats Arabes Unis, de 3 conventions relatives à des investissements émiratis dans des filières agricoles marocaines, d'une valeur de 407 M dh.

Enseignement

Signature entre le Maroc et le Qatar d'un protocole d'accord de coopération en matière de recrutement de cadres marocains pour l'enseignement au Qatar.

Patrimoine immatériel

Organisation par l'Université d'**El Jadida** d'une rencontre intitulée "Regards croisés sur le Capital immatériel dans les Pays de la région MENA et de l'OCDE. Etat des lieux, enjeux et perspectives".

Défense

Entre le Maroc et l'Arabie Saoudite, signature d'un accord de coopération militaire et technique qui couvre les domaines de la formation, l'industrie de défense, le soutien logistique, le transfert de l'expertise militaire, les prestations médicales militaires.

COOPERATION MULTILATERALE

Union Européenne – Publication

Publication du dernier numéro de la lettre d'information de la Délégation de l'UE à **Rabat**, "Trait d'Union", consacré à la thématique de la pêche

[HTTP://WWW.EEAS.EUROPA.EU/DELEGATIONS/MOROCCO/DOCUMENTS/NEWS/NEWSLETTER_PECHE_FR.PDF](http://www.eeas.europa.eu/delegations/morocco/documents/news/newsletter_peche_fr.pdf)

Union Européenne / Cour européenne de Justice – Agriculture/Pêche

Annulation partielle par la Cour européenne de justice de l'accord de libéralisation des échanges entre le Maroc et l'UE en matière de produits agricoles et de pêches, suite à la plainte formulée par le Front Polisario. Ce à quoi Federica Mogherini, la Haute Représentante de l'Union pour Affaires Etrangères a répondu : « L'UE considère que les accords bilatéraux ne sont pas remis en cause. Elle confirme son engagement envers le partenariat avec le Maroc, qui est un partenaire primordial dans le voisinage sud ». Quelques jours plus tard, le Conseil des ministres des Affaires étrangères de l'UE a décidé de faire appel de la décision du Tribunal et de « demander l'introduction de mesures provisoires, sous la forme de suspension de l'exécution de l'arrêt, afin d'assurer la sécurité juridique complète concernant les effets de l'accord agricole avec le Maroc. »

Union Européenne – Patrimoine

Dans le cadre du projet "Traces d'espaces - Programme de Réparation communautaire de Hay Mohammadi", soutenu par l'UE, mené par le CNDH et mis en œuvre par la Fondation Caisse de Dépôt et de Gestion, inauguration des "Chemins de la Mémoire" à **Casablanca**. Ce projet vise à réhabiliter la mémoire du quartier de Hay Mohammadi, creuset de la lutte sociale et politique, au travers d'un circuit de plaques signalétiques.

Union Européenne – Migration

Au titre du programme Sharaka (2014-2017), qui a pour objectif de contribuer à la mise en œuvre du Partenariat pour la Mobilité UE-Maroc, coordonné par Expertise France et associant 9 Etats membres de l'UE, le ministère chargé des Marocains résidant à l'étranger et des Affaires de la migration a conclu plusieurs partenariats, notamment avec le ministère de la Solidarité, de la Femme, de la Famille et du Développement social et l'OFPPT pour faciliter l'accès aux migrants en situation régulière aux programmes de formation afférents à ces établissements. Depuis 2014, plus de 460 migrants ont ainsi bénéficié d'une formation professionnelle assurée par les associations subventionnées. En matière d'emploi, le projet Sharaka, accompagne également l'ANAPEC dans la mise en œuvre d'une phase pilote d'insertion professionnelle des migrants régularisés dans le marché du travail marocain.

Union Européenne – Media

Organisation, à **Casablanca**, par le projet européen MedMedia d'une conférence en présence des représentants de 12 écoles de journalisme de la région sud de la Méditerranée et ce, en vue de créer un réseau permanent des écoles de journalisme au Moyen-Orient et Afrique du Nord. Financé par l'UE, le projet MedMedia vise à créer un environnement favorable à la réforme des médias dans la région sud de la Méditerranée.

Union Européenne – Forêts

Dans le cadre du projet euro-méditerranéen MENFRI, organisation de la « Semaine de l'innovation forestière et du développement » au Maroc. Cet événement s'inscrit dans le cadre de sa mission, qui vise à offrir aux acteurs forestiers méditerranéens des services efficaces et des informations pour promouvoir l'utilisation durable des forêts. Cet événement avait pour objectif de proposer une première série de modules de formation – sur la certification forestière, le renforcement de pouvoir des femmes et l'insertion professionnelle des chômeurs dans le secteur forestier – à des représentants des administrations locales et nationales, à des coopératives, à des universitaires, à des entrepreneurs et à des organisations internationales.

Union Européenne – Jeunesse

Au titre du projet Sahwa, financé par l'UE, publication d'une série de vidéos, intitulée « Tranches de vie », qui soulignent les préoccupations et les aspirations des jeunes en Algérie, au Liban, au Maroc et en Tunisie. L'idée était de filmer deux conversations par pays (un jeune homme et une jeune femme), fondées sur un même questionnaire semi structuré, afin de refléter les histoires de la jeune génération dans différents pays. Le projet réunit des partenaires d'Europe et des pays arabes pour étudier les perspectives et les attentes de la jeunesse dans un contexte de transitions sociales, économiques et politiques multiples dans 5 pays arabes méditerranéens, dont le Maroc. + info : <http://sahwa.eu/>

Nations-Unies/Union Européenne – Migration

Dans le cadre du projet financé par l'UE, « Réponse aux besoins des migrants vulnérables et en détresse », organisation par l'OIM, à **Rabat**, d'un atelier technique régional sur les procédures de retour et réintégration. Cette réunion de lancement du projet a réuni des représentants du Burundi, du Cameroun de la Côte d'Ivoire, de la Guinée Conakry, du Maroc, du Nigéria, de la Tanzanie et du Yémen. D'une durée de 18 mois, il vise à contribuer au développement d'approches de gestion de la migration basées sur les droits humains afin de répondre aux besoins des migrants vulnérables et en détresse au Maroc, en Tanzanie et au Yémen. Ce projet visera non seulement au renforcement des capacités des acteurs clés du retour et de la réintégration mais également à offrir une aide au retour volontaire et à la réintégration aux migrants en détresse.

Nations-Unies – Agriculture

A l'initiative de la Fondation OCP, organisation à **Marrakech**, en partenariat avec la FAO et l'Institut national de recherche agronomique du Maroc, de la 1ère Conférence internationale des sols afro-méditerranéens, sur le thème « Contraintes et potentialités pour une gestion durable ».

Nations-Unies – Femmes

En marge de la COP21, signature entre le Maroc et l'ONU d'un accord sur la promotion de la femme dans le monde rural. Cet accord entre dans le cadre d'un programme onusien global de 50 millions \$, d'aide aux pays en voie de développement, dont 20 M dh pour le Maroc, qui prévoit de faciliter l'accès à la femme rurale à des productions agricoles dont les cultures préservent l'environnement.

Nations-Unies – Biens Culturels

Election du Maroc, pour un mandat de 4 ans, membre du Comité de l'UNESCO pour la protection des biens culturels en cas de conflit.

Nations-Unies – Développement humain

Publication du rapport sur le développement humain 2015 intitulé « Le travail au service du développement humain ». Sur 176 pays étudiés, le royaume figure à la 126ème place du classement, gagnant 3 places par rapport au rapport 2014. Au niveau du Maghreb, l'Algérie est 83ème et la Tunisie 96ème.

http://hdr.undp.org/sites/default/files/2015_human_development_report_overview_-_fr.pdf

Banque Mondiale – Développement durable

Octroi par la BM d'un nouveau prêt de 300 M\$ destiné à contribuer au financement de la stratégie de croissance verte du Maroc. 2ème opération d'un programme conçu pour faciliter le passage du pays à une économie à faible intensité de carbone, le 2^{ème} Prêt à l'appui des politiques de développement (PPD) pour une croissance verte solidaire est axé sur des mesures visant à protéger l'environnement et à préserver les moyens de subsistance des populations les plus vulnérables tout en créant de nouvelles opportunités d'emploi qui ne nuisent pas au climat.

Banque Mondiale – Parlement

Accord entre la Chambre des Représentants du Maroc et la BM, portant sur l'assistance technique et le renforcement des capacités ; au titre de cet accord, la Chambre des Représentants bénéficiera d'un financement de 4 M\$ pour mettre en œuvre les projets contenus dans l'accord signé avec la Banque mondiale dans le but de bénéficier d'une assistance soutien et de renforcer les capacités de la Chambre.

Banque Mondiale – Transport

Octroi par la BM d'un prêt-programme axé sur les résultats (PPR) vient contribuer aux 2,7 milliards € nécessaires sur 10 ans au financement du programme national de réforme des infrastructures de transport dans les villes du royaume. Ce programme vise un double objectif : améliorer la gestion du secteur et garantir sa viabilité financière et doter les grandes villes d'un réseau d'axes de transport en commun favorisant la mobilité de leurs habitants. Le prêt se concentrera sur 2 volets : l'un axé sur la gouvernance du secteur du transport urbain au Maroc et l'autre sur les projets concrets auxquels sera allouée une partie de ce prêt.

Banque Mondiale – Environnement des affaires

à l'initiative de la BM et du Comité National de l'Environnement des Affaires, organisation à **Rabat**, d'un atelier technique d'échange des bonnes pratiques internationales pour le développement de l'environnement des affaires.

Banque Africaine de Développement

Signature entre la BAD et le Maroc d'un accord de financement de 132 M\$ destiné à appuyer la 2ème phase du Programme d'appui au Plan Maroc vert (PAPMV-2) afin de renforcer la compétitivité du secteur agricole et promouvoir une croissance économique inclusive, sensible au genre et verte.

Développement culturel

Avec le soutien de l'UpM, du réseau de coopération pour le développement en Méditerranée (Anima), de la Fondation des 3 Cultures de Séville et de l'ONUDI, organisation à **Oujda**, par l'Agence de l'Oriental, d'un séminaire sur les industries culturelles et créatives.

COOPERATION SUD SUD

Africités

A l'occasion du 7^{ème} Sommet Africités de Johannesburg, réélection de Khalifa Sall, le maire de Dakar, candidat soutenu par le Maroc, à la présidence de CGLUA.

Gabon

A l'occasion des 1ères assises nationales du médicament et produits de santé, organisées à **Rabat**, signature d'un accord entre le Maroc et le Gabon, visant le partage d'expérience et d'expertise dans la fabrication des médicaments et consommables de santé.

Thaïlande

Signature entre le Maroc et la Thaïlande de 3 accords relatifs au renforcement de la consultation politique et au développement de la coopération entre le Maroc et la Thaïlande.

Coopération décentralisée

Dans le cadre du partenariat qui unit la Région de **Marrakech-Safi** et la Région de Kidal, visite du Président de cette collectivité malienne à Marrakech. Paraphée en janvier 2014, la convention de coopération décentralisée entre les 2 entités porte notamment sur le renforcement des capacités des élus et fonctionnaires des collectivités territoriales de la région de Kidal.

Pacifique

Organisation par le Gouvernement marocain, en partenariat avec le Forum Crans Montana, du 2ème Forum Maroc-Iles du Pacifique.

LES NOUVELLES DU MAROC

Décès

Décès de Zoulikha Nasri, conseillère du roi Mohammed VI, particulièrement sur les questions sociales. On lui doit notamment le lancement de la Fondation Mohammed V pour la solidarité.

Patrimoine

En marge de la cérémonie de lancement des festivités célébrant le 30ème anniversaire de l'inscription de Marrakech sur la liste du Patrimoine mondial de l'UNESCO, signature d'un accord instituant le réseau des villes marocaines déclarées Patrimoine mondial de l'Humanité de l'UNESCO. Aux termes de cet accord, les présidents des conseils communaux de **Marrakech, Mechouar-Kasbah, Fès, Rabat, Tétouan, Meknès, El Jadida, Oualili, Essaouira** et de la commune rurale d'**Aït Zineb** (Ksar Aït Ben Haddou) conviennent d'instaurer une meilleure coordination et d'unifier leurs efforts en matière de conservation du patrimoine et de sauvegarde des villes historiques.

Jeunesse

Désignation par le Bureau exécutif du Conseil des ministres arabes de la jeunesse et des sports de "**Rabat** capitale de la jeunesse arabe au titre de l'année 2016".

Produits du terroir

Lancement par l'Agence pour le développement agricole d'un label collectif «Terroir du Maroc », qui a pour objectif de valoriser les produits du terroir marocain auprès des consommateurs marocains et étrangers.

Religion

Organisation à **Rabat**, par le CCME de 2 rencontres consultatives : l'une sur « la communauté marocaine et les questions religieuses en Europe » et l'autre sur « la Recherche universitaire en lien avec l'Islam et la communauté marocaine en Europe ».

Climat

Organisation à **Errachidia**, par l'Agence Nationale pour le Développement des Zones Oasiennes et de l'Arganier, d'un atelier de lancement du Projet d'Adaptation aux Changements Climatiques dans les zones Oasiennes, en vue de la réalisation des études prospectives et du renforcement des capacités des acteurs locaux, ainsi que la mise en place de nouveaux aménagements durables d'ouvrages hydrauliques et le soutien des initiatives locales au profit des jeunes et des femmes dans les secteurs de l'agriculture, le tourisme et l'artisanat.

Corruption

A l'occasion du 9 décembre, Journée internationale de lutte contre la corruption, organisation par Transparency Maroc d'une série d'activités, parmi lesquelles :

- A **Fès**, atelier sur « le rôle des médias dans la lutte contre la corruption » ; formation destinée à la société civile sur le thème « renforcement des capacités de la société civile axée gouvernance locale ».
- A **Marrakech** : conférence sur « La justice face aux affaires de corruption »
- A **Rabat** : Cycle de formation sur les finances publique au bénéfice de représentants de la société civile ; débat sur « la transparence du budget et l'information des citoyens » ; en collaboration avec l'Association Démocratique des Femmes du Maroc, table ronde sur le thème « Femmes et corruption ».

Détention

Selon le CNDH, les prisons marocaines comptent 1849 femmes, soit 2,5 % de la totalité des détenus.

Entreprenariat

Organisation par la Jeune Chambre Internationale de **Rabat** de la conférence de lancement de « TAMKEEN Initiative – Rabat » portée par le Centre Marocain pour l'Innovation et l'Entrepreneuriat Social ; ce projet entend promouvoir l'esprit de l'entrepreneuriat et l'innovation sociale et inculquer la culture du travail collectif et de l'esprit d'initiative chez les élèves de la première année du lycée.

Emploi

Publication par le HCP d'une Note sur le marché du travail au Maroc entre 2000 et 2014 : http://www.hcp.ma/Note-sur-le-marche-du-travail-au-Maroc-entre-2000-et-2014_a1632.html

Climat

Adoption par le CESE d'un avis sur l' « Intégration des exigences des changements climatiques dans les politiques publiques ». + info : <http://www.cese.ma/Pages/Auto-saisines/AS-21-2015-changements-climatiques.aspx>

Catastrophes naturelles

Publication par l'ONG Germanwatch de son indice 2016 sur les risques climatiques, selon lequel, le Maroc est de plus en plus exposé aux catastrophes naturelles, se hissant au 14^{ème} rang des pays les plus à risques.

L'INTERVIEW DU MOIS

Taâwoun accueille **Abdelmounaïm MADANI**, Directeur de l'Entraide Nationale

Taâwoun : Vous êtes à la tête de l'Entraide Nationale depuis un peu plus de 18 mois ; comment présenter cette institution créé en 1972 ?

Abdelmounaïm MADANI : L'Entraide Nationale est un établissement public placé, doté de l'autonomie financière et de la personnalité civile, sous la tutelle du Ministère du Développement social, de la Famille et de la Solidarité ; elle, est chargée de dispenser l'aide et l'assistance sous toutes ses formes aux populations démunies et de concourir ainsi à la promotion familiale et sociale.

L'Entraide Nationale se caractérise avant tout par son action de proximité, intervenant sur tout le territoire national : 70 antennes locales, délégations régionales et provinciales/prefectorales, 3 500 centres au profit de 361 000 bénéficiaires.

Elle collabore avec plus de 2 000 partenaires associatifs internationaux, nationaux et locaux.

L'Entraide Nationale intervient prioritairement dans quatre domaines :

- ✓ L'insertion sociale : appui à l'éducation et à la scolarisation (préscolaire, établissements de protection sociale), formation et insertion (formation qualifiante, formation professionnelle, programme à profit des mineurs en situation de rue, économie sociale et solidaire, programme de lutte contre l'analphabétisme.
- ✓ L'assistance sociale : programme d'aide et d'assistance, prise en charge des personnes âgées, prise en charge des personnes en situation de handicap
- ✓ L'animation sociale : programme Dar El Mouaten (Maison du citoyen), accompagnement social
- ✓ Ingénierie sociale : diagnostics territoriaux de lutte contre la précarité,

T : Un changement dans la méthode et les domaines d'intervention de l'Entraide Nationale est clairement perceptible depuis quelque temps ; s'agit-il d'une nouvelle stratégie ?

AM : Effectivement, dans le cadre de la modernisation de l'Entraide Nationale dans ses modes d'intervention et de management, et son repositionnement vis-à-vis des autres intervenants dans le domaine social, un nouveau Plan de développement a été élaboré en mars 2014.

Il a ainsi été décidé que l'Entraide Nationale deviendrait l'opérateur national d'assistance sociale dans le cadre de la politique du Royaume, en matière de lutte contre la précarité et l'exclusion :

En tant qu'acteur de référence en la matière, il sera ainsi l'interface privilégiée pour l'écoute et l'orientation des populations ciblées (guichet) et contribuera à la veille sociale. L'idée étant que toute personne en difficultés doit avoir une adresse pour être écoutée, suivie, accompagnée individuellement, en ciblant particulièrement les femmes, les enfants, les personnes en situation de handicap, les personnes âgées.

Grâce à son expertise, l'Entraide Nationale aidera les pouvoirs publics territoriaux à relever le défi social. Plus que jamais, la collaboration avec les collectivités locales s'impose pour intervenir de façon complémentaire au plus près des populations. En mutualisant les instruments d'intervention de l'Entraide et ceux des collectivités, comme par exemple les Bureaux d'état civil, l'accès des citoyens aux services sociaux de base en sera amélioré.

L'Entraide s'appuiera également sur un tissu associatif qu'il va accompagner pour relayer une partie de ses actions sur le terrain.

Désormais les prestations assurées par l'Entraide Nationale sont de 3 types :

- La veille et l'intelligence sociale
- L'écoute, l'orientation, l'accompagnement des personnes en situation de précarité
- Les prestations sociales

Bien évidemment, cette évolution stratégique nécessite une adaptation importante de nos ressources humaines : les capacités de nos anciens travailleurs sociaux ont été mises à niveau, et de nouveaux travailleurs sociaux ont été recrutés, notamment pour gérer le Fonds d'appui à la cohésion sociale au profit des personnes en situation de handicap, lancé en octobre dernier, qui sera mis en œuvre par l'Entraide Nationale.

T : L'Entraide Nationale est le partenaire de nombreux bailleurs internationaux présents au Maroc. Quelles sont vos priorités en matière de coopération internationale ?

AM : A ce niveau, les priorités ne changent pas : les partenariats et la coopération constituent des axes forts d'intervention de l'Entraide. C'est dans cet esprit, que quelques mois après ma nomination, j'ai organisé un colloque international sur le thème de « la prise en charge des personnes en difficulté : quel mode de gouvernance pour le Maroc à la lumière des expériences internationales ? », avec le soutien de l'UNICEF, de la coopération espagnole et de la coopération coréenne.

Actuellement, nous travaillons à la consolidation et à l'extension des programmes en cours avec les Espagnols. Je citerai notre programme avec la Junta d'Andalousie sur la protection des

mineurs, actuellement développé dans le Nord et l'Oriental, et qui devrait s'implanter prochainement à Al Hoceima et Taounate.

T : L'Entraide Nationale est impliquée activement dans la coopération décentralisée maroco-française. De quelle façon ?

AM : Etant moi-même un élu local, Président de l'arrondissement de Yacoub el Mansour à Rabat, et très actif au sein de l'organisation internationale, Cités et Gouvernements Locaux Unis quand j'étais élu à la Commune Urbaine de Rabat, je suis fortement convaincu de l'importance de la coopération décentralisée.

Ainsi, dès le début de la coopération entre la Province de Sidi Kacem et le Département français de Meurthe-et-Moselle, l'Entraide Nationale a apporté son concours à leur projet consacré à la protection de l'enfance. Cette coopération vise à améliorer la prise en charge des enfants des pouponnières, celle des jeunes filles et des jeunes garçons des structures pour adolescents ou les « internats », celles d'enfants avec un handicap accueillis dans les structures dites spécifique.

Nous avons également accueilli pendant une semaine à Marrakech, 4 assistants sociaux du Conseil départemental des Yvelines pour échanger avec 70 agents de l'Entraide chargés de l'assistance sociale auprès des citoyens. Cette semaine de partage fut, de l'avis de tous les participants français et marocains, professionnellement comme humainement très riche.

Nous sommes par ailleurs en contact avec la Ville de Mantes-la-Jolie, en région parisienne, sur le thème des Centres Communaux d'Action Sociale, un concept qui pourrait être adapté aux problématiques marocaines.

Vous l'aurez compris, la coopération décentralisée m'intéresse particulièrement et j'accueillerai toujours avec intérêt les propositions de collaboration des collectivités locales marocaines et étrangères, qu'elles soient du nord ou du sud.

T : Justement, la coopération Sud-Sud est devenue ces dernières années un axe fort de la politique étrangère du Maroc. Comptez-vous impliquer l'Entraide Nationale dans des projets menés avec des pays du Sud, en particulier d'Afrique subsaharienne ?

AM : Je reviens de Johannesburg, où étaient organisées les journées panafricaines des autorités locales et territoriales, le 7^{ème} Sommet Africités, où j'ai plaidé, une fois de plus, pour le développement de l'action internationale des collectivités territoriales au sein de notre continent, particulièrement dans le domaine social.

Je suis par ailleurs très intéressé par la demande qui vient de m'être formulée par le ministère de l'Emploi d'un pays frère d'Afrique en matière de renforcement de capacité des femmes et d'accompagnement psychologique.

Enfin, nous sommes en contact avec le Réseau des Femmes Elues d'Afrique (Refela), en vue d'un partage d'expérience dans le domaine des centres d'accueil.

L'Entraide Nationale, après avoir bénéficié, depuis sa création, du soutien de bailleurs et de partenaires étrangers, entend donc désormais diffuser également ses bonnes pratiques et partager son expertise.

NOUVELLES COOPERATIONS AVEC DES COLLECTIVITES LOCALES MAROCAINES

Néant

MOUVEMENTS/NOUVELLES NOMINATIONS/DISTINCTIONS

➤ Administration marocaine :

- Mme Salima Admi, nommée Directrice de l'Emploi au Ministère de l'Emploi et des Affaires sociales

- Mme Nada Biaz, nommée Directrice générale du groupe de l'Institut Supérieur de Commerce et d'Administration des Entreprises

➤ Organisations internationales : Nomination du chercheur marocain Abdelwahab Zayed, expert international dans le domaine de la culture du palmier dattier, Ambassadeur de bonne volonté de la FAO.

RENDEZ-VOUS

- 14-15/1/2016 à **Rabat** : Colloque sur « Bilan sociologique et changements sociaux au Maroc » par le BESM
- 27/1/2016 à **Rabat** : Une rencontre intitulée « Why Think Tanks Matter to Policy Makers and the Public? » par l'OCP Policy Center
- 13-14/2/2016 à **Paris** : 22^{ème} édition du Maghreb des livres/Maroc invité d'honneur
- 27-28/1/2016 à **Casablanca** : Forum africain de la finance islamique
- 25-26/2/2016 à **Marrakech** : Conférence internationale sur «La médiation sanitaire et la résolution des conflits dans les hôpitaux: approches et perspectives comparées»
- 17-22/3/2016 à **Dakhla** : forum Crans Montana sur "l'Afrique et la coopération Sud-Sud"
- 25-26/3/2016 à **Rabat** : Colloque international "Gouvernance et systèmes de contrôle supérieur des finances publiques en Afrique : Défis et enjeux" par la Revue Marocaine d'Audit et de Développement.
- 28/4/2016 à **Rabat** : Colloque sur « Equilibres externes, compétitivité et processus de transformation structurelle de l'économie marocaine. »
- 5-6/5/2016 à **Marrakech** : Colloque sur "la Modernité inégale: Pouvoirs, avoirs et savoirs dans la construction d'une démocratie généralisée", par le GRET et la Chaire Unesco de l'Université Mohammed V de Rabat.
- mai 2016 à **Rabat** : Assises franco-marocaines de la Coopération décentralisée
- 12-15/10/2016 à **Bogota** : Sommet mondial des Dirigeants locaux et Régionaux/5^{ème} Congrès de CGLU
- 2-5/11/2016 à **Marseille** : 10^{ème} édition de la Semaine Economique de la Méditerranée.

APPELS A PROJETS / ANNONCES

- Au titre de l'année 2016, lancement par le ministère de la Culture **d'appels à projets et à subventions pour des projets culturels** dans les domaines des arts plastiques et visuels, le théâtre, la musique et les arts chorégraphiques.

Cette opération concerne:

- la création artistique et les résidences d'artistes,
- l'édition de monographies d'artistes, de revues et de sites web consacrés à l'art,
- l'organisation d'expositions et de foires sur les arts plastiques et visuels,
- la participation aux foires et salons d'art contemporain et la création visuelle, en particulier l'animation électronique et l'art interactif, la bande dessinée, la photographie d'art, la sculpture, l'immersion en 3D et la restitution visuelle.

Date limite : 22/1/2016 pour la 1^{ère} session, entre le 20/4 et le 16/5 pour la 2^{ème} session.

+ d'info : <http://www.minculture.gov.ma/fr/>

- En perspective de la 2nde édition des **Etats Généraux de la Culture au Maroc** (novembre 2016), l'association Racines lance une enquête sur les pratiques culturelles des Marocains, afin d'identifier leurs besoins et attentes, et ainsi élaborer des propositions pour une politique culturelle de proximité.

Pour répondre au questionnaire (version française) :

https://docs.google.com/forms/d/1NCmZkVq5WAr_pc5OlV EZFiEbwcN6Kvtl0Kss4qV71Jc/viewform?c=0&w=1

- Lancement par l'**Ecole Citoyenne des Etudes Politiques** de son **Cycle national 2016 de formation en faveur des jeunes leaders marocains**. Après 3 années d'actions en matière de renforcement des capacités, une centaine d'acteurs - jeunes leaders marocains, issus du monde politique, syndical, institutionnel et de la société civile, et représentants toutes les régions du pays, ont bénéficié des Cycles de formation de l'ECEP.

Dans l'objectif de sélectionner une quarantaine de jeunes acteurs marocains, l'ECEP lance ainsi un appel à candidature ouvert à l'ensemble des jeunes impliqués dans des dynamiques de développement et de changement démocratique aux niveaux local, régional et national.

Etant une « Ecole sans murs » le Cycle de formation est organisé autour de plusieurs ateliers et de cinq séminaires nationaux qui auront lieu dans plusieurs régions et localités du pays. En plus d'un séminaire international qui permettra de rencontrer l'ensemble des lauréats des 21 écoles d'études politiques appartenant au Réseau du Conseil de l'Europe à côté des Ecoles de Rabat et de Tunis.

+ info : bureau de l'ECEP : 05 37 66 14 70 / ecepmaroc@gmail.com / eceprabat@gmail.com, / www.ecep.ma / <https://www.facebook.com/ecep2012/?fref=ts>

➤ **Appel à projets "Mobilité internationale des jeunes" 2015-2016**

Dans le cadre du plan « Priorité Jeunesse » mis en place par le gouvernement français, le Ministère des Affaires étrangères et du Développement international s'est engagé en faveur de la mobilité des jeunes, en lançant un premier appel à projets consacré à la mobilité internationale des jeunes dans le cadre du volontariat international. Cet appel à projets de la Délégation pour l'action extérieure des collectivités territoriales vient donc appuyer l'action extérieure des collectivités territoriales en matière de mobilité internationale des jeunes afin d'augmenter le nombre de jeunes en volontariat ou en Service civique à l'international.

Cet appel à projets permettra en outre à des jeunes ayant moins d'opportunités de mobilité à l'international de vivre une première expérience à l'étranger. De plus, afin de renforcer les relations déjà installées entre collectivités partenaires, l'appel à projets met en priorité les échanges de volontaires internationaux s'inscrivant dans le cadre de projets de coopération décentralisée déjà en cours.

L'appel à projets s'adresse aux collectivités territoriales françaises et à leurs groupements dans le cadre d'un partenariat de coopération décentralisée avec des autorités locales étrangères, dont les collectivités marocaines, en dehors du Fonds conjoint d'appui à la coopération décentralisée franco-marocaine.

Date limite : 15/1/2016 + info : <http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/politique-etrangere-de-la-france/action-exterieure-des-collectivites-territoriales/appels-a-projets-et-fonds-en-soutien-a-la-cooperation-decentralisee/appel-a-projets-mobilite-internationale-des-jeunes-2015-2016/>

➤ Appel à candidatures du Bureau Maghreb de l'Agence universitaire de la Francophonie pour le 4ème Forum Universitaire Maghrébin des Arts (mars 2016 - Rabat) placé sous le signe du Nombre d'Or, "*Du déséquilibre à l'harmonie*". Les étudiants issus des établissements membres de l'AUF en Algérie, au Maroc et en Tunisie (niveaux Master et Doctorat) de toutes disciplines sont invités à illustrer et à commenter, au moyen d'un poster scientifique, la recherche de la juste proportion que symbolise le nombre d'or.

Date limite : 31/1/2016 + info : <https://www.auf.org/appels-offre/appel-candidatures-4eme-forum-universitaire-maghre/>

➤ Dans le cadre du plan « Priorité Jeunesse » mis en place par le Gouvernement français, le Ministère des Affaires étrangères et du Développement international lance l'appel à projets « **Mobilité internationale des jeunes** » à destination des collectivités territoriales, du 15 octobre 2015 au 15 janvier 2016. Celui-ci vise à renforcer les partenariats de coopération décentralisée déjà existants en impliquant davantage les jeunes en leur sein

+ d'info : <https://www.france-volontaires.org/Appel-a-projets-Jeunesse-et-mobilite-internationale-2015-2016>

➤ Appel à projets pour le concours **La France s'engage au Sud** qui vise à soutenir et à accompagner l'innovation sociale au Sud. Doté chaque année de 0,5 M€, il s'adresse à tous les porteurs de projets innovants et d'intérêt général vivant en Afrique, au Moyen Orient, en Amérique latine ou en Asie.

Les projets seront évalués selon 5 critères :

- l'utilité sociale ;

- le caractère innovant ;
- les possibilités de développement et de duplication ;
- les résultats et la pérennité ;
- les partenariats déjà engagés.

+ d'info : <http://lafrancesengage.fr/au-sud>

➤ La Délégation pour l'Action Extérieure des Collectivités Territoriales (DAECT) du ministère français des Affaires étrangères et le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) ont lancé un appel à projets triennal 2013-2015. L'appel à projets s'adresse aux collectivités territoriales françaises et leurs partenaires étrangers dans le cadre d'un partenariat de coopération décentralisée qui utilise le cadre d'articulation ART du PNUD. Le Maroc fait partie des 10 pays éligibles.

Les dossiers de demande de subvention peuvent être déposés tout au long de l'année 2014

+ d'info : <http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/politique-etrangere-de-la-france/action-exterieure-des/appels-a-projets-et-fonds-en/appel-a-projets-pnud/>

➤ Lancement de l'appel à projets de l'Agence pour l'entrepreneuriat en Méditerranée dans le cadre du dispositif **Maghrib Entrepreneurs** visant à sensibiliser la diaspora marocaine en France aux opportunités d'investissement et de création d'entreprise au Maroc et à accompagner les porteurs de projet dans la concrétisation de leur entreprise au Maroc.

+ d'info : <http://www.entreprendre-mediterranee.com/maghrib-entrepreneurs-appel-projets-juillet2014-entreprendre-mediterranee-130.asp?rubrique=Diasporas&pays=France,%20Maroc>

ABREVIATIONS/INDICATIONS

AACID : l'Agence Andalouse de Coopération Internationale pour le Développement
 ACDI : Agence canadienne de développement international
 ADEREE : Agence Nationale pour le Développement des Energies Renouvelables et de l'Efficacité Energétique
 ADS : Agence de Développement Social (Maroc)
 AECID : Agence Espagnole de Coopération Internationale pour le Développement
 AFD : Agence Française de Développement
 AFEM : Association des Femmes Chefs d'Entreprise au Maroc
 AMCI : Agence Marocaine de Coopération Internationale
 AMDI : Agence Marocaine de Développement des Infrastructures
 AMPCC : Association Marocaine des Présidents de Conseils Communaux
 ANAPEC : Agence Nationale de Promotion de l'Emploi et des Compétences (Maroc)
 ANCLM : Association Nationale des Collectivités Locales du Maroc (Maroc)
 APP : Agence du Partenariat pour le Progrès (Maroc & MCA/MCC)
 AREF : Académie Régionale d'Education et de Formation (Maroc)
 ARF : Association des Régions de France
 ARLEM : Assemblée Régionale et Locale Euro-Méditerranéenne
 ARM : Association des Régions Marocaines
 BAD : Banque Africaine de Développement
 BERD : Banque Européenne pour la Reconstruction et le Développement
 BID : Banque Islamique de Développement
 BM : Banque mondiale
 BNRM : Bibliothèque Nationale du Royaume du Maroc
 CCME : Conseil de la Communauté Marocaine à l'Etranger
 CDG : Caisse de Dépôt et de Gestion (Maroc)
 CESE : Conseil Economique, Social et Environnemental
 CFCIM : Chambre Française de Commerce et d'Industrie au Maroc
 CGEM : Confédération Générale des Entreprises du Maroc
 CGLU : Cités et Gouvernements Locaux Unis
 CGLUA : Cités et Gouvernements Locaux Unis d'Afrique

CNDH : Conseil National des Droits de l'Homme
 CRI : Centre régional d'investissement (Maroc)
 DDC : Direction du Développement et de la Coopération Suisse
 DGCL : Direction Générale des Collectivités Locales du Ministère de l'Intérieur (Maroc)
 FAMSI : Fonds Andalou des Municipalités pour la Solidarité Internationale
 FAO : Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
 FIDA : Fonds international du développement agricole
 FNUAP : Fonds des Nations Unies pour les populations
 GIZ : Agence allemande de coopération internationale
 HCP : Haut Commissariat au Plan (Maroc)
 HCEFLCD : Haut Commissariat aux Eaux et Forêts et à la Lutte contre la désertification (Maroc)
 HCR : Haut Commissariat pour les Réfugiés
 INDH : Initiative Nationale pour le Développement Humain (Maroc)
 IRD : Institut de Recherche pour le Développement (France)
 IRES : Institut Royal des Etudes Stratégiques (Maroc)
 ISESCO : Organisation islamique pour l'éducation, la science et la culture
 JICA : Agence japonaise de coopération internationale
 KOICA : Agence coréenne de coopération internationale
 MAE : Ministère des Affaires étrangères (France)
 MAEC : Ministère des Affaires étrangères et de la Coopération (Maroc)
 MAP : Maghreb Arabe Presse (agence de presse officielle du Maroc)
 MCA/MCC : Millenium Challenge Account/Corporation
 MENA : region Middle East North Africa
 MRE : Marocains Résidents à l'Etranger
 OCDE : Organisation de coopération et de développement économiques
 OCP : Office Chérifien des Phosphates
 OFPPT : Office de la Formation Professionnelle et de la Promotion du Travail (Maroc)
 OIM : Organisation Internationale pour les Migrations
 OMD : Objectifs du Millénaire pour le Développement
 ONE : Office National de l'Electricité (Maroc)
 ONEP : Office National de l'Eau Potable (Maroc)
 ONEE : Office National de l'Electricité et de l'Eau Potable (fusion de l'ONE et ONEP)
 PCM : Programme Concerté Maroc (France-Maroc)
 PNUD : Programme des Nations-Unies pour le Développement
 PNUE : Programme des Nations-Unies pour l'Environnement
 SCAC : Service de Coopération et d'Action Culturelle de l'Ambassade de France
 SIAM : Salon International de l'Agriculture au Maroc
 UE : Union européenne
 UMA : Union du Maghreb Arabe
 UNIFEM : Fonds des Nations-Unies pour la Femme
 UNOPS : Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets
 UPM : Union Pour la Méditerranée
 USAid : Agence Américaine de Développement International

1 dh = 0,093 € / 1 € = 10,67 en décembre 2015



Le Mot de la Rédaction

Avertissement : Les propos figurant dans cette publication n'engagent pas la responsabilité de la CNCD, ni de l'Ambassade de France à Rabat, ni celle des pouvoirs publics marocains.

Abonnement/Désabonnement :

Pour vous désinscrire, merci de nous renvoyer un mél avec le titre « désinscription », nom et collectivité. Pour recevoir directement « Taâwoun, la Lettre des Coopérations au Maroc », envoyez vos coordonnées (nom, prénom, fonction, institution) à marocoop@gmail.com

Taâwoun est votre Publication : N'hésitez pas à nous transmettre vos suggestions et toutes les informations et annonces que vous souhaitez y voir paraître. Contact : marocoop@gmail.com

□ Marocoop Conseil, agence de conseil en Coopération décentralisée basée au Maroc, est à votre disposition pour vous accompagner dans toutes vos démarches de développement de coopérations avec des collectivités marocaines : recherche de partenaire, ingénierie de projets, recherche de cofinancements, évaluation, formation.

Elodie MARTELLIERE SADOUK - Marocoop Conseil

BP 4394 – Rabat Tour Hassan – 10020 RABAT tél : 00 212 (0)663 31 40 02